

Inondations à Tombouctou : Le gouvernement au chevet des sinistrés

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 21 DECEMBRE 2022

1249

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Nouvelle Constitution du Mali

Suite mais pas fin !



Crise Sécuritaire et alimentaire : Politiques et religieux s'inquiètent



Primature : Dr Choguel K. Maïga reçoit une équipe de notation financière



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

20 Nov.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

254

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

631 441 Vaccinations incomplètes

2 659 524 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 764

Guéris

31 944

Décès

743

dont 05 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.18



P.27



/ Une /

Nouvelle Constitution du Mali : Suite mais pas fin !

P.5

/ Brèves /

Interdiction du fils de l'ancien président aux Etats-Unis : Quel avenir politique pour Karim Keita ?

P.12

Mopti : La promotion et la protection des droits des personnes vivant avec un handicap UEMOA : La dernière session du Conseil des ministres au titre de l'année 2022 tenue à Dakar

P.12

Primature : Dr Choguel K. Maïga reçoit une équipe de notation financière

P.13

Lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite ... Quid de ces femmes dites humanistes ou philanthropes ?

P.13

Décorations honorifiques : Une campagne électorale déguisée

P.14

Mali : Antonio Guterres presse les autorités de transition de libérer les 46 militaires ivoiriens

P.14

P.14

/ Actualité /

Cabale contre Mohamed Chérif Haïdara : A qui profite le crime ?

P.17

Un an de présence russe au Mali : Ce que pensent les autorités maliennes

P.18

Quelle agriculture durable pour le Mali ? Autorités et acteurs dialoguent

P.20

Changements climatiques : 54 millions d'euros pour la résilience des communautés de base

P.21

Inondations à Tombouctou : Le gouvernement au chevet des sinistrés

P.22

Autorité du bassin de la Volta : Un plan de riposte herculéen

P.23

/ Politique /

Crise Sécuritaire et alimentaire : Politiques et religieux s'inquiètent

P.25

/ Culture & société /

Écriture féminine : L'an III célèbre la « Littérature, société, en temps de crise »

P.27

/ International /

Inculper Trump ? La pression monte sur le ministre américain de la justice

P.29

Sommet USA- Afrique : Opération pour contrer la Chine et la Russie Ou soudaine reconnaissance de l'Afrique

P.30

/ Sport /

Coupe du monde 2022 - Modric, Hakimi, Mbappé, Messi : l'équipe-type du mondial au Qatar

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable odors.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Nouvelle Constitution du Mali

Suite mais pas fin !

Le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a créé, en début de semaine, une commission chargée de la finalisation de l'avant-projet de constitution. Cette commission, composée de 54 membres, devra remettre au colonel-président un « projet de constitution » dans 15 jours. Mission impossible ou bâclage assuré ?



Malgré les appels à l'abandon, lancé par des partis et regroupements politiques, les autorités de la transition maintiennent leur ambition d'une nouvelle constitution. Après la première commission de rédaction de l'avant-projet de la nouvelle commission qui a remis son rapport au président de la transition, une nouvelle commission vient d'être mise en place.

Une commission pour « examiner et demander »

Donner une nouvelle constitution au Mali, c'est la ferme volonté des autorités de la transition, notamment le président de la transition. En effet, le colonel Assimi Goïta, a créé le 19 décembre 2022, une commission chargée de la finalisation de l'avant-projet. **« La Commission a pour mission d'examiner et d'amender, le cas échéant, l'avant-projet de Constitution élaboré par la Commission de rédaction de la nouvelle Constitution, en vue de produire et de soumettre au Président de la Transition, Chef de l'Etat, le projet de Constitution de la République du Mali »,** précise le décret.

Ladite commission est composée de 54 membres choisis comme suit : cinq (05) représentants du Président de la Transition ; cinq (05) représentants du Gouvernement ; cinq (05) représentants du Conseil national de Transition ; un (01) représentant du Haut Conseil des Collectivités ; un (01) représentant du Conseil économique, social et culturel ; trois (03) représentants des Autorités administratives indépendantes ; cinq (05) représentants des Légitimités traditionnelles ; cinq (05) représentants des partis et regroupements politiques ; trois (03) représentants des organisations de la Société civile ; quatre (04)

représentants des centrales syndicales ; trois (03) représentants des groupes signataires de l'Accord pour la paix ; deux (02) représentants des Forces de Défense et de Sécurité ; deux (02) représentants des Ordres professionnels ; un (01) représentant du Conseil national des Personnes âgées ; deux (02) représentants des groupements des femmes ; deux (02) représentants des Maliens établis à l'étranger ; deux (02) représentants du Conseil national des Jeunes.

A en croire le décret présidentiel, ces « **personnes-ressources sont choisies en raison de leurs compétences établies dans les domaines des sciences sociales** ».

La commission comprend un Coordonnateur, un Rapporteur et un Rapporteur adjoint. Le Coordonnateur « **planifie, dirige et coordonne** » les activités de la Commission. Il est également chargé de rendre compte régulièrement au président de la transition de l'état d'avancement des travaux. De même, selon le décret, à défaut de consensus dans la prise des décisions, la Commission adopte ses décisions à la majorité absolue des voix des membres. Mais en cas de partage des voix, celle du Coordonnateur est « **prépondérante** ».

L'article 9 du décret du 19 décembre précise



qu'à la fin de sa mission « **qui ne peut excéder quinze (15) jours** », la Commission remet au Président de la Transition. De même, les membres de cette commission devront « **garder le secret des délibérations** ».

Difficile mission en 15 jours

Bien que jugé riche par certains, l'avant-projet de la nouvelle constitution divise les Maliens. Certains citoyens, des partis et groupements

politiques surtout s'opposent au referendum en l'état. Le document est également contesté par certaines organisations de la société civile, dont le Conseil supérieur de la diaspora malienne. Cette commission de 54 membres peut-elle prendre en compte toutes les préoccupations des Maliens en si peu de temps ? Très difficile, mais le futur nous édifiera.

Anguimé Ansama



■ Mali Actu



Ça part dans tous les sens depuis la finale perdue de l'équipe de France face à l'Argentine de Lionel Messi en Coupe du Monde 2022 au Qatar. Karim Benzema qui était annoncé forfait pour la compétition a pris sa retraite internationale dans la foulée et des révélations sortent.



■ Malick Konate

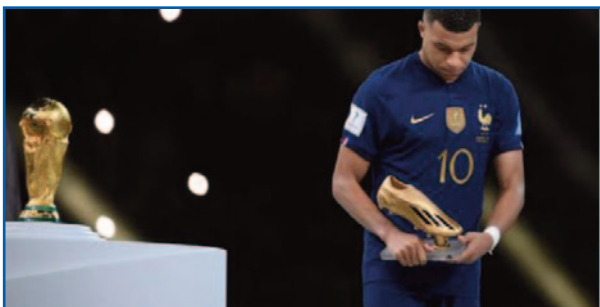


Il y'a la pauvreté partout actuellement. L'argent se fait rare maintenant. Si vous demandez d'aide financière à quelqu'un, si la personne n'arrive pas à satisfaire cela... ne soyez pas frustré et ne traitez pas la personne mako Djougou. Faites plutôt des bénédictions pour lui et pour toi-même. Qu'Allah nous facilite !
#Bèki_Takè

■ Courrier international



L'apaisement viendra, assure le Times. "Les seuls mots de consolation qu'on puisse adresser à Mbappé sont de dire qu'il a montré une fois de plus sa force de caractère, son talent et ses qualités de finisseur. Le football entre résolument dans les années Mbappé."



■ Bacary Camara



Arène politique..
L'honorable Moussa Timbiné va-t-il ou non créer son propre parti politique ? la question fait désor-

mais débat dans certaines rues de la communeV.
Une chose est sûre, cette personnalité politique est encore à ce jour l'un des hommes politiques les plus populaires et les plus influentes de la CV. Il devient alors très naturel, de souligner que son avenir politique intéresse au plus haut point ses concurrents politiques, ses admirateurs, et tous ceux qui lui sont restés fidèles durant de longues et douloureuses consécutives à la chute bouleversante du régime d'IBK. Ce n'est donc pas un hasard, que son nom soit aujourd'hui au cœur de plusieurs conversations de grins, même si par passion amoureuse pour l'homme les discussions amicales virent bien souvent à des disputes houleuses et même parfois violentes. L'honorable Moussa Timbiné a été longtemps accablé de préjugés à la véracité parfois douteuse, mais il a sans doute réussi depuis quelques mois à donner à la face de ses adversaires la plus belle leçon de sagesse politique, car si la parole est d'or, le silence peut l'être aussi.
A lire la suite dans la version numérique du Phénix.
B.CAMARA, Journaliste



■ Mohamed Salia Touré



Être soi-même au travail dans un contexte de compétition croissante où chacun se doit d'être attentif à son image peut s'avérer être un véritable défi. Difficile d'être efficace tout en maîtrisant une image qui ne vous correspond pas. Prenez conscience de vos capacités, ne vous cachez pas derrière les apparences et vous déplacerez des montagnes. N'oubliez pas que la clé de votre réussite se trouve en vous. Lorsqu'il vous arrive de douter de vous, repensez au discours de Martin Luther King en 1963. Ce grand homme croyait en ses idées, mais surtout, il croyait

en lui. C'est le message qu'il fait passer dans sa citation « croyez en vos rêves et ils se réaliseront peut-être, croyez en vous et ils se réaliseront sûrement ».

Sur ce, excellente semaine à vous mes chers.
Croyez en vos rêves.



NIANG TV

Le Mouvement Sentinelles Mali Kura communiqué





République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

SENTINELLES MALI KURA
Adresse : Bamako Faladié Sema Rond-Point Cimetiére
Téléphone : 74 36 56 52 / 74 56 38 74 /
Courriel : sentinellesmalikura@gmail.com

COMMUNIQUE

Le Mouvement Sentinelles Mali Kura suit avec attention les récentes sorties médiatiques et déclarations de certains partis politiques et mouvements hostiles tendant à saper les efforts de la transition en cours dans notre pays.

Le Mouvement Sentinelles Mali Kura met en garde les auteurs des déclarations visant à la restauration de l'ancien système et contre toute tentative de remise en cause du processus de refondation de notre modèle démocratique entamée sous le leadership du Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi Goita.

Le Mouvement Sentinelles Mali Kura rappelle que pendant les trois décennies précédentes, les partis politiques ayant gouverné le Mali, ont systématiquement enfoncé notre Patrie dans la corruption et la mauvaise gouvernance sous prétexte de la démocratie.

Le Mouvement Sentinelles constate que les acteurs de cet effondrement de notre pays se cachent aujourd'hui, derrière des personnalités indépendantes et autres personnes hybrides dans le but de mettre en mal la volonté populaire de nos compatriotes, exprimée lors des ANR et actuellement mise en œuvre par notre gouvernement. Sentinelles Mali Kura veillera à ce que le Mali ne tombe plus dans la situation des trois dernières décennies marquées par la liquidation des fondements patriotiques de la Nation par des personnalités publiques qui, censées garantir la préservation de nos intérêts supérieurs, l'ont plutôt trahie.

Le Mouvement Sentinelles Mali Kura mettra tout en œuvre pour avouer en échec tout projet de réhabilitation de l'ancien système dont des représentants continuent encore de profiter de leur place au sein des institutions de la République pour freiner l'élan de notre peuple.

Le Mouvement Sentinelles Mali Kura combattra avec la dernière énergie pour la préservation des acquis encore fragiles et réitére son soutien indéfectible au Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi Goita.



Bamako, le 20 Décembre 2022
Pour le Comité Directeur
Le Président
Dr. Mohamed Kassoum DJIRE



Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Sikasso :
Une bande de (07) braqueurs dont une fille démantelée.

Dans la dynamique de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, en traquant sans relâche les bandits de grands chemins comme l'avait instruit le Directeur Général de la Police, l'Inspecteur Général Soulaïmane TRAORE, le Commissaire de Police chargé du 1er Arrondissement de Sikasso, le Commissaire Divisionnaire Koniba TIELA vient de mettre la main sur sept braqueurs dont une fille, la semaine dernière au quartier Wayerma de Sikasso.

Cet exploit fait suite aux multiples cas de braquages perpétrés dans la Commune Urbaine de Sikasso et environnants.

Auparavant toutes les victimes ayant fait la déclaration ont décrit les braqueurs à travers leurs accoutrements et leur mode opératoire. Et partant de là, les limiers ont pu localiser leur domicile et une équipe a été dépêchée sur les lieux.

En effet, dans la nuit du 14 au 15/12/2022 aux environs de 23 heures, après avoir réuni toutes informations concernant un groupe de jeunes, la très rigoureuse équipe de la Brigade de Recherches du Commissariat de Police du 1er Arrondissement de Sikasso se lance aux interpellations.

Sur place, ces braves hommes ont pu interpellé trois personnes et les quatre autres ont été interpellées dans un second temps.

Conduits au Commissariat pour des interrogations, ils sont passés aux aveux en relatant très clairement les cas de braquages qu'ils ont eu à commettre à travers la ville de Sikasso.

Des perquisitions dans leurs domiciles ont permis aux policiers la saisie de deux (02) moto Djakarta, une arme de fabrication artisanale améliorée, deux (02) cartouches et deux (02) plaquettes de comprimés Tramaking 225.

Les autorités policières de Sikasso ont profité de l'occasion pour inviter la population à la vigilance et à plus de collaboration afin de lutter très efficacement contre la criminalité.

Lesdits braqueurs ont été mis à la disposition de la justice.



Jeune Afrique

Avenir de l'assurance, concurrence kényane, retrait des banques européennes, ambitions



pour les PME... Mustafa Rawji, le patron de Rawbank, colosse de la banque en RDC, doit faire face à de nombreux défis. Son interview <http://ow.ly/IstJ50M7n0c>



■ Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Les habitants d'une centaine de villages dans le Cercle de DIRE sont menacés et risquent d'abandonner totalement les maisons sans aucune assistance de l'état. La situation est plus que critique.



■ Alassane Ouattara

Très satisfait de mon entretien téléphonique avec le Président Xi Jinping. Nous avons eu des échanges approfondis sur des sujets d'intérêt commun et sur notre volonté de renforcer nos relations diplomatiques et notre coopération à travers, notamment,



■ Fenelon MASSALA

Selon les info qui nous parviennent de façon permanente et de sources concordantes, il ressort que le journaliste qui a fait fuiter la photo du P R Salvakir du S. soudant avec un pantalon mouillé par ses urines aurait été retrouvé pendu; d'autres journalistes portés disparus.



■ Serge Daniel

#Mali-MSF-ONG-Enlèvement/ D'après mes informations, un travailleur de Médecins Sans Frontières (MSF) a été enlevé le 19/12/ 2022 vers 2 h du matin au "7eme quartier" de Gao, plus importante ville du nord du Mali, par des " hommes armés d'une bande connue" rapporte un conaissanceur.



■ Séga DIARRAH



#CEDEAO: réunion des ministres de la Défense. Il est « urgent » de rendre opérationnel la Force en attente de la Cédéao car elle « peut être utilisée pour lutter contre le terrorisme et le rétablissement de l'ordre constitutionnel » Général Biague Nan tam #Mali #Burkina #niger

■ Gouvernement du Mali



Décoration : Les récipiendaires du Ministère de la sécurité et de la protection civile La cour du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a abrité, le mardi 20 décembre 2022, la cérémonie de remise de décoration de 90 militaires dont des civiles. La cérémonie a été présidée par le ministre de tutelle en présence du Grand Chancelier des Ordres Nationaux, le Général de Brigade Sagafourou GUEYE, du Secrétaire Général du MSPC, le Chef d'état-major de la garde nationale, le directeur général de la gendarmerie nationale et de plusieurs autres responsables militaires et directeurs de service. Ils sont 10 récipiendaires dont 01 civil à être décoré de la Médaille du Chevalier de l'Ordre National, 29 autres dont 02 civils à recevoir celle du Mérite Nationale avec effigie Lion debout. 50 autres ont été décorés respectivement de la médaille d'honneur de la police nationale et celle de la protection civile et 01 a été décoré de la Médaille d'Officier de l'Ordre Nationale.

Selon le Ministre de la Sécurité et des la Protection Civile, le général de brigade Daoud Aly MOUHAMEDINE, cette remise de décorations, marque de façon solennelle la reconnaissance par l'Etat, du travail remarquable abattu par certains de ses fils au service de la patrie, avec le plus grand sérieux et le plus grand dévouement dans l'exercice de leurs différentes fonctions et missions. Le général de brigade MOUHAMEDINE, a félicité les récipiendaires et leur a demandé de ne plus démeriter et de faire toujours plus, afin de continuer à mériter davantage ces belles et importantes décorations. Il a exhorté par la même occasion, les autres à plus d'engagement et d'abnégation pour l'atteinte des objectifs.

Le porte-parole des récipiendaires, le Colonel-major Fousseini KEITA, nom moins directeur de l'office central des stupéfiants, a exprimé toute sa gratitude et ses remerciements au nom de l'ensemble des récipiendaires pour cette marque de confiance. Il a rappelé que la distinction est, non seulement, une reconnaissance du mérite, mais aussi un moyen d'accès à des niveaux de responsabilités plus élevés. Le Colonel-major KEITA, a rassuré le ministre de la sécurité au nom de ses collègues, de redoubler d'efforts pour mériter plus sa confiance et celle de la nation toute entière.

1ère CI Anchata COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

Interdiction du fils de l'ancien président aux Etats-Unis : Quel avenir politique pour Karim Keita ?



L'affaire Karim Keita semble avoir pris une autre dimension et se complique davantage par le fait des mesures d'interdiction dont il fait l'objet de la part des États-Unis pour de corruption et d'atteintes aux droits humains. Ces mesures nuisibles à l'avenir politique extérieure du sieur Keita réconfortent visiblement les démarches des autorités maliennes qui lui avaient émis un mandat d'arrêt international pour non seulement les mêmes faits mais aussi son éventuelle implication dans la disparition d'un journaliste. Dans l'ancien régime, le népotisme, la corruption, et l'exagération suffisaient pour certains, à décrire les comportements de l'ancien député et président de la commission de la défense à l'Assemblée Nationale, Karim Keita. Par ailleurs, au delà des détournements de fonds mis à la disposition dans le cadre de la loi d'orientation pour l'achat des équipements militaires, Karim Keita est incriminé également dans l'affaire du journaliste Birama Toure, disparu depuis des années. Ce qui lui vaut un mandat d'arrêt international émis par les autorités judiciaires maliennes. En effet, dans un communiqué largement diffusé, les États-Unis dressent une liste de quelques personnalités du continent lesquelles sont interdites de rentrer dans ce pays pour des faits de corruption et d'atteintes aux droits humains et le nom Karim Keita est cité dans ce tableau noir. En outre, des réactions de mécontentements timides de celui-ci semblent encourager indirectement et désespérément le pays de l'oncle SAM à revoir sa décision. Un cri de cœur qui selon des observateurs, a très peu de chance d'aboutir tant qu'il ne se soumettrait pas à la disposition de la justice de son pays à fin de tirer au clair cette affaire. Par contre, le silence est perceptible du côté de la justice malienne à moins que d'autres pays occidentaux emboitent le pas des États-Unis, ce qui risquerait de compliquer davantage la situation du désormais exilé à l'international. Enfin, avec ces mesures d'interdiction, l'avenir politique du fils de l'ancien président ne semble pas être rassurant et s'est désormais lancé, à travers ses sorties médiatiques, dans une logique de victimisation.

Yacouba COULIBALY / Source : L'Alternance

Mopti : La promotion et la protection des droits des personnes vivant avec un handicap



Les locaux du Centre de l'Association des personnes vivant avec un handicap de Mopti « Sigi Te Môgô Son » viennent d'être rénovés et équipés par la MINUSMA dans le cadre d'un projet d'autonomisation et d'insertion socio-économique pour la lutte contre le chômage et l'exclusion.

Près de 24 millions de Francs CFA, ont permis de rénover le bâtiment abritant le siège de l'association et d'acquérir de nouveaux équipements pour cinq ateliers (menuiserie métallique, sérigraphie, cordonnerie, embouche bovine et savonnerie) pour les 120 membres dont 45 femmes. Youssouf A Maiga, cordonnier, maîtrise désormais la nouvelle machine à coudre acquise à travers ce projet. Avec l'amélioration de ses moyens de production, il espère devenir propriétaire d'une entreprise et engager du personnel.

Pour l'autonomisation et l'insertion socio-économique des personnes vivant avec un handicap

Selon la Déclaration Universelle des Droits Humains, « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage ». Sur une population de près de 22 millions d'habitants, 15% des Maliens vivent avec un handicap. A Mopti, la rénovation des ateliers techniques de « Sigi Te Môgô Son » permettra de développer leurs compétences artisanales, d'augmenter la capacité de production et aussi les revenus des membres.

Au travers de ce projet, le bureau régional de la MINUSMA a souhaité lutter contre le chômage et l'exclusion des membres de l'association. Le projet repose sur les principes fondamentaux de la Convention internationale relative aux droits des personnes vivant avec un handicap que sont : la dignité, l'autonomie et la liberté de choix ; la non-discrimination et le respect des différences ; l'intégration, l'égalité des chances, l'accessibilité et, enfin, l'égalité entre les hommes et les femmes. Il est également une preuve de l'engagement de la Mission des Nations unies à œuvrer aux côtés des personnes vivant avec un handicap pour la promotion et la protection de leurs droits.

Source : Minusma

UEMOA : La dernière session du Conseil des ministres au titre de l'année 2022 tenue à Dakar



La quatrième, et dernière session, au titre de l'année 2022, du Conseil des ministres de l'UEMOA, s'est ouverte, le lundi 19 décembre 2022, au siège de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à Dakar au Sénégal...

Cette rencontre importante a débuté en présence des ministres de l'Économie et des Finances de l'Union, du président de la Commission de l'UEMOA et du Gouverneur de la Banque Centrale. Dans son discours d'ouverture, le président du Conseil des ministres de l'UEMOA, Sani Yaya a évoqué la conjoncture économique dans les pays de la zone. « **La présente session se tient au terme d'une troisième année relativement éprouvante pour nos populations et nos économies, en raison des conséquences persistantes de la crise sanitaire et des effets induits par la crise russo-ukrainienne. L'activité économique mondiale a, en effet, connu un ralentissement durant le troisième trimestre 2022, en raison de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment les répercussions de la crise russe-Ukraine, la hausse des prix de l'énergie et le durcissement des conditions financières internationales** », a déclaré le président du Conseil des ministres, Sani Yaya, par ailleurs ministre de l'Économie et des Finances de la République togolaise.

En dépit du contexte international défavorable en raison de la conjonction de plusieurs facteurs, l'activité économique au sein de l'UEMOA est « **restée dynamique au troisième trimestre de l'année 2022** ». Elle a connu une progression de 5,7 % du PIB sur un an, « **soit le même taux de croissance enregistré le trimestre précédent.** »

Le président du Conseil des ministres de l'UEMOA s'est félicité des initiatives prises par le président de la Commission de l'UEMOA, le Gouverneur de la BCEAO, le président de la BOAD et le président de l'Autorité des marchés financiers « **afin d'accroître la résilience de nos économies face aux multiples chocs internes et externes qui affectent notre union.** »

Binadjan Dombia

Primature : Dr Choguel K. Maïga reçoit une équipe de notation financière



Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a reçu le lundi 19 décembre 2022, une mission de l'Agence de notation Bloomfield Investment, chargée de la réévaluation financière du Mali.

Cette phase qui se déroule du 19 au 21 Décembre, est essentiellement consacrée à la collecte des données auprès des acteurs - toutes catégories confondues - afin de réunir les conditions réelles d'une notation conforme à la situation. Cette mission conduite par Mme Soraya Diallo a eu droit à une description claire du processus en cours au Mali.

Le chef du gouvernement, Choguel Kokalla Maïga a fait remarquer que le cas malien est une spécificité qu'il faut bien comprendre. Pour le Premier ministre, il s'agit là d'une rupture consécutive à une insurrection populaire sur fond de crise sécuritaire et politique.

Dès lors, toute construction démocratique passera nécessairement - si elle se veut durable - par une maîtrise totale de la situation sécuritaire et des réformes indispensables pour aboutir à un processus électoral apaisé et crédible.

En somme, il s'agit de faire une bonne lecture de la situation malienne marquée par une crise multiple et complexe. L'élection n'est pas le seul objectif. Il nous faut refonder l'Etat, c'est une aspiration populaire remontée dans les résolutions des Assises Nationales de la Refondation (ANR), a-t-il déclaré.

À ses visiteurs, le chef du gouvernement a rappelé que l'agenda malien est structuré autour de trois principes majeurs aujourd'hui définis par le Président de la Transition le Colonel Assimi Goïta à savoir : le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques du Mali et la prise en compte des intérêts des Maliens dans les prises de décision. Ces principes commandent aujourd'hui toutes les actions des Autorités de la Transition, a conclu le Premier ministre.

Binadjan Dombia

www.malikile.com

Lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite ... Quid de ces femmes dites humanistes ou philanthropes ?



L'un des défis majeurs de cette transition est la lutte contre la corruption, le détournement de deniers publics, le népotisme, et surtout l'enrichissement illicite. Cela passe nécessairement par l'abandon de certaines pratiques. Le cas de certaines femmes se disant philanthropes ou humanistes mérite d'être élucidé. Il s'agit de Mme Fatoumata Niane Batouly (présidente du mouvement An bi ko), Mme Fifi Tounkara (présidente de la fondation Fifi Tounkara), Mme Fatoumata Barka MintHamoudy (PDG d'Africa Global services) des noms qui retentissent aujourd'hui dans les annales des femmes dites « généreuses » ou « humanistes ». Elles se cacheraient derrière des mouvements, associations ou des professions comme : entrepreneuses ou opératrices économiques pour saper leurs sources de financement. Que font-elles concrètement ? Qui sont derrière elles ? Des questions qui taraudent les esprits. Visiblement chaque régime fabrique ses gros bonnets pour des fins électoralistes ou autres. Mais la finalité est connue : elles chutent avec leur régime. La plupart des cas, certaines personnes bénéficient soient de certains privilèges ou acquièrent des marchés en violation de la réglementation en vigueur et du code des marchés publics. Certaines structures ont été mises à genou à cause de ces pratiques : marchés donnés de gré à gré, favoritisme, corruption et certains responsables en ont fait les frais en se retrouvant en prison. La lutte contre la corruption n'aura de succès que lorsque toutes les couches de la société et les autorités politiques et judiciaires s'impliqueront à fond à s'avoir l'Etat à travers les institutions de la République par une volonté politique sans réserve ensuite les élus par les moyens d'information, d'éducation, de sensibilisation et de vulgarisation des méfaits de la corruption.

Source : La Rédaction/La Révélation

Mali : Antonio Guterres presse les autorités de transition de libérer les 46 militaires ivoiriens

Le secrétaire général de l'organisation des nations unies (ONU), Antonio Guterres appelle les autorités maliennes à libérer les 46 militaires ivoiriens détenus à Bamako depuis plusieurs mois.

Décorations honorifiques : Une campagne électorale déguisée



Selon les murmures de Bamako, la récente remise de médailles à des récipiendaires est une campagne électorale déguisée. Ils mettent en relief les ambitions du colonel Assimi Goïta, président de la transition. Tous les ingrédients seraient là pour une éventuelle candidature : don de forages, coupe Assimi Goïta, création de mouvements et associations de soutien, remise de médailles à n'importe qui. Avant-projet de loi d'une nouvelle Constitution : pourquoi tant de rejet ? L'avant-projet de loi sur la nouvelle Constitution est en passe d'être rejeté par les couches sociales. La raison est toute simple. La tenue des Assises nationales pour la refondation (ANR) devait servir de support juridique pour la nouvelle Constitution. Mais, malheureusement, elles auront été un cadre de concertation des partis, associations, mouvements proches de la transition. Une autre commission a été mise en place par décret présidentiel pour la rédaction d'une nouvelle Constitution et nommer ses membres.

Le cadre idéal pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution était les Assises nationales pour la refondation. Elles devaient être représentatives de toutes les couches sociales et de tous les fils du Mali. Malheureusement, elles ont été du folklore. Le rejet est juste. Personne ne se reconnaît dans cet avant-projet de loi d'une nouvelle Constitution.

L'Inter de Bamako

À l'occasion de sa conférence de presse de fin d'année à New-York, lundi 19 décembre 2022, le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres a réitéré sa demande faite aux autorités maliennes de procéder à la libération des militaires ivoiriens.

« Il faut régler le problème des ivoiriens qui sont détenus au Mali. (...) Il faut qu'ils reviennent chez eux le plus rapidement possible », a déclaré Antonio Guterres, Secrétaire général de l'Onu.

Selon le chef de l'administration onusienne, le fait que l'arrivée à Bamako de ces soldats soit entachée de « quelques irrégularités bureaucratiques » ne pourrait expliquer « qu'ils soient en détention ».

En septembre dernier, le Secrétaire général de l'ONU avait, pour la première première fois, demandé aux autorités maliennes de libérer les soldats ivoiriens, assurant en même temps qu'ils n'étaient pas des « mercenaires ».

Lors de la 62e session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, un ultimatum allant jusqu'en janvier 2023 a été fixé aux autorités maliennes pour libérer les 46 militaires ivoiriens. L'organisation sous-régionale menace de prendre de nouvelles sanctions contre le Mali si les 46 militaires ne sont pas relâchés avant cette date.

Source : Actucameroun



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, a cet effet, des rapports a l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite à donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI a sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance du droit pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir une bonne expérience en rédaction administrative précisément en matière d'analyse et de synthèse ;
- avoir une bonne maîtrise d'élaboration de note technique assortie d'avis juridique ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte a travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;

- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2 Expérience :

avoir au moins 05 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3 Connaissance informatique :

- Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4 Condition d'âge :

- Etre 4gée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément a la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée 4 Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- unCV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplomes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation prouvant les expériences requises, des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé avec indication sur l'enveloppe « Candidature au poste de Chef de l'Unité des Plaintes et Dénonciations de l'OCLEI » au plus tard le 30 décembre 2022 4 16 heures GMT au Bureau d' Accueil et d' Orientation de l' Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue: 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

Cabale contre Mohamed Chérif Haïdara : A qui profite le crime ?

Depuis un certain temps, le président du CSDM (Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne), Mohamed Chérif Haïdara, est victime d'une campagne de dénigrement, d'intoxication et d'accusation sans fondement par le Comité de Défense des Militaires (CDM). Dans un communiqué, le Bureau Exécutif National du CSDM s'inscrit en faux contre ces accusations qui visent à ternir l'image de son Président.

Le Bureau Exécutif National du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) constate que la vidéo (interview du Président du CSDM relative aux négociations avec les djihadistes Maliens du Centre pour la paix) a été manipulée par un prétendu Comité de Défense des Militaires (CDM) », clarifie le Csdm.

D'ailleurs, ajoute le communiqué, le sport favori du CDM est l'attaque en règle contre Tabital Pulaaku et ses membres. Ainsi, le Bureau Exécutif a été surpris que cette vidéo postée par « des individus mal intentionnés qui ont travesti les propos du Président Haïdara » pour qui, il n'y a pas de plus grand sacrifice que d'aider sa patrie, le Mali, à retrouver la Paix. « Dans leur vaine tentative de ternir l'image du Président Haïdara et de le traiter de terro-

riste, des individus sans foi l'ont toujours vilipendé sur les réseaux sociaux par rapport à ses prises de position », poursuit le communiqué du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne.

Le CSDM précise que la vidéo (manipulée à partir de la 51e seconde) qui circule sur les différentes plateformes est une partie de l'interview demandée par les journalistes après l'invitation du Président Haïdara par le Haut Représentant du Président de la République pour les Régions du Centre, le Pr. Dioncounda Traoré, le 1er février 2020, au CICB. Donc, la dite vidéo date de 2020.

En rappel, au cours de cette rencontre, le Président Dioncounda Traoré a échangé avec les Forces Vives de la Nation et les représentations diplomatiques sur ses missions, les dé-

marches entreprises et les conclusions inhérentes à la crise au Centre du Mali. Il s'agissait aussi de faire le point sur le conflit intercommunautaire (Peulhs/Dogons) et de la lutte contre le djihadisme.

Dans leurs démarches honteuses, « ces esprits malsains » ont même demandé la radiation du Président du CSDM de l'Association Tabital Pulaaku dont il est le 4ème vice-président et sa dissolution à cause de cette vidéo. « Cette demande farfelue est injustifiée et irrecevable car M. Haïdara a été invité au nom du CSDM et de non de Tabital Pulaaku », persiste et signe le communiqué du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne.

Pour rappel, le Président IBK avait, suite au Dialogue National Inclusif (DNI), donné mandat au Pr Dioncounda Traoré pour négocier avec les djihadistes maliens, Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa.

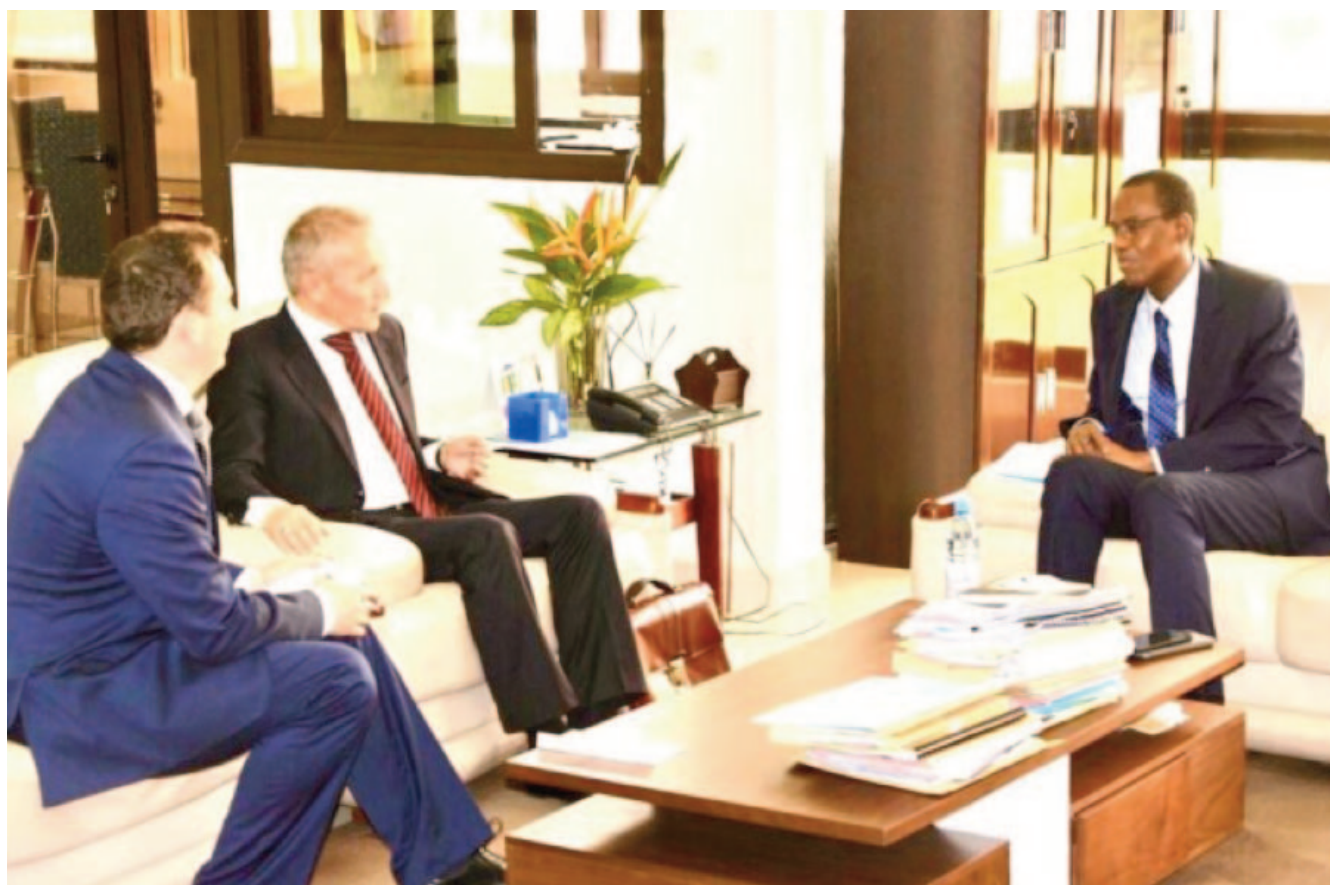
Donc, le CSDM regrette que cette vidéo ait été déplacée de son contexte pour faire place à une campagne d'intoxication et de dénigrement contre Haïdara qui est quotidiennement dévoué à la cause des Maliens établis à l'extérieur et ceux de l'intérieur. Le CSDM se réserve le droit d'ester en justice contre les auteurs connus de cette campagne abjecte.

Adama DAO
Source : Tjikan



Un an de présence russe au Mali : Ce que pensent les autorités maliennes

Présents au Mali depuis près d'un an, les instructeurs russes font l'objet de vives critiques de la part des Occidentaux. Pour les chefs militaires du Mali, il s'agit d'une campagne de diabolisation de l'armée malienne. Cette adversité est prise au sérieux par les autorités militaires qui souhaitent continuer la lutte contre le terrorisme. Le jeudi 8 décembre 2022, les Chefs d'Etats-Majors et Directeurs de services des Armées, ont été reçus par le président Assimi Goita dans la salle des banquets, à Koulouba. A l'occasion, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio CAMARA, a rappelé que depuis son investiture, le 7 juin 2021, le Chef Suprême des Armées s'est fixé comme priorité absolue la sécurisation du territoire national.



Sadio Camara en est d'autant convaincu qu'il a toujours estimé qu'il ne saurait avoir de développement sans sécurité. « Cette priorité est justifiée par l'état de l'outil de défense, la dégradation de la situation sécuritaire dans notre pays, ainsi que la prise en compte des préoccupations fondamentales et des aspirations légitimes de nos populations », a expliqué le ministre, qui salue la dynamique de reconstruction de notre outil de défense. Car, elle a permis des avancées significatives dans le renforcement des capacités des Forces de Défense et de Sécurité. Pour sa part, le président de la Transition a fait un tour d'horizon des problèmes auxquels le

Mali est confronté. Au cœur de ces problèmes, des campagnes de manipulation de la part de certains anciens partenaires mécontents de la dynamique enclenchée pour la stabilisation et le développement du pays. Faisant le bilan des acquis depuis août 2020 jusqu'à nos jours, le président de la Transition s'est réjoui des résultats obtenus.

Selon le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio CAMARA, les nouvelles acquisitions d'équipements sophistiqués terrestres, aériens et aéromobiles ont rapidement permis aux forces de défense et de sécurité maliennes d'obtenir des résultats probants. À ces acquis s'ajoutent, selon le Gé-

néral de Division Oumar DIARRA, Chef d'État-Major Général des Armées, une meilleure compréhension de l'environnement de travail. Malgré les efforts consentis, les Groupes Armées terroristes ont réussi à réadapter leur stratégie au contexte. Une situation que les Forces armées maliennes doivent désormais intégrer dans leurs réponses, mais aussi et surtout procéder au renforcement des capacités en ressources humaines et matérielles, mais aussi en termes d'intensification d'opérations contre les sanctuaires des groupes armés terroristes. Le droit souverain et la responsabilité entière de tout État, a expliqué le Chef Suprême des Armées, sont d'assurer la

sécurité des personnes et des biens. Partant, réaffirmera le Chef de l'Etat son attachement et sa ferme détermination au retour de l'Etat dans toutes les régions du pays tout en insistant sur le rôle crucial de l'armée dans ce processus. « Pour le retour de l'Etat et des services sociaux de base dans les localités éprouvées par le terrorisme, le rôle des Forces de Défense et de Sécurité est d'une importance capitale », a-t-il indiqué.

Ces raisons parmi tant d'autres font que la visite prochaine de Sergueï Lavrov au Mali est attendue avec beaucoup d'impatience de la part d'une grande partie de l'opinion nationale. Le chef de la diplomatie russe est annoncé en effet au Mali et dans d'autres pays de la région dans un contexte sécuritaire et diplomatique bouleversé. Lavrov jouit d'une certaine popularité au Mali et dans plusieurs pays de la zone où les terroristes continuent de semer la mort. Ainsi, le Mali deviendra le passage obligé pour les Russes qui s'installent peu à peu dans notre zone.

En attendant la venue de Lavrov, les préparatifs vont bon train. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a reçu en au-

dience le jeudi 08 décembre 2022, l'Ambassadeur de la Fédération de Russie, Igor Gromyko. Les deux personnalités se sont félicitées de la convergence de vues et du soutien mutuel entre le Mali et la Russie sur des questions importantes examinées dans les instances internationales.

En outre, des sujets d'ordre politique visant le raffermissement des liens d'amitié et de coopération bilatérale ont été abordés. Toute la stratégie de la défense du Mali dépend des Russes et de leurs technologies militaires. Les avions de combat et les images des satellites russes permettent aujourd'hui au Mali de mener des opérations militaires avec précision. Ces technologies dont disposent d'autres pays n'avaient malheureusement pas été mises à la disposition de l'armée malienne, précisent d'autres sources militaires.

Notons que la coopération entre Bamako et Moscou ne se limite pas qu'aux domaines de la Défense. Elle va plus loin. Le Mali et la Russie ont jeté les jalons d'une coopération économique fructueuse avec la signature d'importants accords économiques lors du déplacement Russie d'une délégation conduite par le ministre de l'Économie et des Finances,

Alousséni Sanou.

La Russie fournira au Mali 60 000 tonnes d'hydrocarbures, 25 000 tonnes de blé et 35 000 tonnes d'engrais d'une valeur de 100 millions de dollars qui seront acheminés de Moscou à Bamako via le port de Conakry, a déclaré Alousséni Sanou, ministre de l'Économie et des Finances. « A la suite de nos échanges, une première expédition de marchandises doit arriver à Bamako dans quelques semaines. Il s'agit de 60 000 tonnes de produits pétroliers, 35 mille tonnes d'engrais et 25 mille tonnes de blé », a poursuivi le ministre de l'Économie et des Finances.

Alousséni Sanou a souligné que cette première expédition doit permettre de tracer toutes les autres difficultés liées aux opérations de commerce entre le Mali et la Russie. Les opérations doivent vérifier si toutes les conditions sont effectivement réunies pour des envois de quantités beaucoup plus importantes et les premières commandes doivent atteindre un montant maximum de 100 millions de dollars.

Madou COULOU
Source : La Preuve



Quelle agriculture durable pour le Mali ?

Autorités et acteurs dialoguent

Le lancement des travaux de l'atelier de concertation avec les organisations de la profession agricole, a été présidé par le Ministre du Développement Rural, Modibo Keïta. Le thème de cet atelier était : Quelle agriculture durable pour le Mali ? Le Ministère du Développement Rural et les Organisations de la Profession Agricole évoluent désormais en tandem



Objectif de l'atelier de Concertation : créer un dialogue constructif et une concertation permanente entre le ministère du Développement rural et les faitières nationales des organisations paysannes, pour mutualiser les initiatives de transformations et de relance de l'agriculture malienne dans le but d'assurer à la fois l'alimentation du pays et créer des revenus décents pour les exploitants agricoles.

Il s'agit entre autres de la subvention des intrants et équipements agricoles par l'Etat, la mise en œuvre de plusieurs programmes et projets de développement Agricole, l'organisation de plusieurs filières en Interprofession, l'aménagement hydroagricole dans le cadre de l'irrigation de Proximité et des grands aménagements, l'élaboration d'un plan Marshall pour l'Agriculture, l'élaboration de la loi de programmation des investissements dans le secteur agricole (LPISA) conformément à l'article 195 de la LOA, le démarrage du processus d'élaboration et de mise en place du Système National de Conseil Agricole conforme aux ar-

ticles 114 et 115.

Le président de la filière bétail du Mali, Aboubacar Ba, a saisi cette tribune pour saluer la présence effective des représentants de la profession Agricole, les agents des services techniques et les cadres du département avant de se réjouir de la tenue de la rencontre.

Le ministre du Développement rural, Modibo Keïta, dira que la tenue de cet atelier vise les objectifs ci-après : instaurer un dialogue politique et un partenariat constructif autour de l'Agriculture malienne, présenter les initiatives en cours et recueillir les propositions de la profession Agricole, définir une stratégie concertée de relance de l'Agriculture malienne pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, réduire la pauvreté du monde rural et parvenir à la souveraineté alimentaire. « **Pendant que la plupart des pays développés continue de croître dans l'offre mondiale des produits agricole, celle des pays en développement ne cesse de baisser. Cela augure la dépendance de ces pays vis-à-vis du mar-**

ché international », a-t-il déclaré.

Et d'enchaîner que, selon le rapport de la FAO qui analyse la situation des marchés des produits agricoles, les pays en développement ont vu leur déficit commercial de produits alimentaires monter en flèche au cours des trente dernières années. Ces pays sont passés d'une balance excédentaire d'environ 1 milliard de dollars dans les années 70 à un déficit de 11 milliards en 2001. Les importations brutes de nourriture par les pays en développement ont augmenté de 115 pourcent au cours de cette période.

Le Ministre Keïta a rappelé que pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, plusieurs actions ont été mises en œuvre et sont en cours de réalisation. « **J'ai invité les participants à un diagnostic des maux de notre système agricole et a félicité les éminents experts choisis pour animer les débats** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

Changements climatiques : 54 millions d'euros pour la résilience des communautés de base

Le lancement des travaux de l'atelier de concertation avec les organisations de la profession agricole, a été présidé par le Ministre du Développement Rural, Modibo Keïta. Le thème de cet atelier était : Quelle agriculture durable pour le Mali ? Le Ministère du Développement Rural et les Organisations de la Profession Agricole évoluent désormais en tandem

L'annonce a été faite à Abidjan, le 16 décembre 2022. Le Conseil d'administration du Fonds Africain de Développement a en effet donné son feu vert, le 13 décembre 2022, à Abidjan, à l'octroi d'un financement de 53,75 millions d'euros au Mali, pour mettre en place le Projet d'Appui au renforcement de la Résilience des Communautés de Base (PARCB). Un projet qui vise à réduire la fragilité économique en misant sur l'amélioration des chaînes de valeur, de la production et la productivité agricoles, outre la création de petites et moyennes industries.

Il est financé grâce à des ressources du Fonds africain de développement, à travers le guichet de prêts à taux préférentiels du Groupe de la Banque Africaine de Développement, qui apporte un prêt de 34,81 millions d'euros et un don de 18,93 millions d'euros et du gouvernement malien, qui y consacre 5,26 millions d'euros. La mise en œuvre du projet va contribuer à réduire la vulnérabilité des populations face aux chocs climatiques potentiels et à accroître leur capacité à y répondre en développant des infrastructures et des aménagements résilients aux changements climatiques et sobres en carbone.

Le projet va aussi aider à renforcer la résilience des populations en favorisant la diversification économique, l'innovation et une main-d'œuvre qualifiée, en améliorant la qualité des soins de santé, de l'éducation et des technologies de l'information et de la communication (TIC), et en minimisant les pertes associées aux chocs climatiques grâce à la souscription à une assurance souveraine contre les risques de grave sécheresse.

« La Banque Africaine de Développement dispose d'une expérience avérée et d'un avantage comparatif reconnu dans ces domaines, particulièrement au Mali où elle a contribué à financer plusieurs opérations d'infrastructures et de développement des chaînes de valeur agricoles », a déclaré Joseph M. Ribeiro, Di-



recteur général adjoint de la Banque pour l'Afrique de l'Ouest, et d'ajouter que « l'intervention de la Banque permettra de mettre en place l'écosystème entrepreneurial et les infrastructures en soutien à d'autres projets que finance la Banque [...] et va renforcer de façon optimale la couverture du pays en matière d'assurance face aux risques de catastrophe naturelle ».

Le projet couvre 18 communes du Mali, soit une population estimée à 829 685 habitants en 2022. Quelque 346 800 emplois directs et indirects vont être créés au niveau des différents segments des chaînes de valeurs pour les bénéficiaires ciblés, ce qui contribuera à réduire la pauvreté et à la création des pôles de croissance et de développement. Les actions du projet permettront d'améliorer la productivité des actifs agricoles intervenant dans les filières végétale, animale et aquacole et les conditions de vie de la population résidant dans la zone d'intervention du projet.

Elles permettront aussi d'augmenter l'offre de denrées alimentaires, de réduire les importations de certaines denrées, notamment le riz,

les produits maraîchers, le maïs, les aliments pour bétail, les produits de la pêche. Le projet va améliorer également la balance commerciale, voire la balance de devises du pays.

Le projet est aligné sur le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (2019-2023) ainsi que sur le Plan d'action du gouvernement 2021-2022. Il découle du Document de stratégie pays de la Banque pour le Mali (DSP 2021-2025), qui a une priorité : « réduire la fragilité économique à travers des chaînes de valeur agricoles améliorées » et ses domaines transversaux que sont le « développement du secteur privé, le genre, les femmes, les jeunes et la société civile » ainsi que les « changements climatiques ».

Enfin, il faut noter qu'à la date du 30 novembre 2022, le portefeuille actif de la Banque Africaine de Développement au Mali comprenait au total 20 opérations d'un montant cumulé de 593,39 millions d'euros.

YAMA DIALLO

Inondations à Tombouctou : Le gouvernement au chevet des sinistrés



La région de Tombouctou a été touchée par des crues d'une ampleur élevée qui ont provoqué, en plus des populations sinistrées, d'énormes dégâts dans les plaines rizicoles, submergées et complètement en lambeaux. Une situation d'urgence qui a amené le ministre Oumarou Diarra, en charge de l'Action Humanitaire, de la Solidarité et des Déplacés, à prendre son bâton de pèlerin pour apporter le soutien et le réconfort du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, à la population de cette cité historique du Mali. Au-delà de l'assistance humanitaire d'urgence fournie pour soulager la population à la suite des inondations qui ont affecté les zones de Bokiatt et de Kabara, il urge désormais, selon le ministre Oumarou Diarra, de renforcer nos ouvrages et aménagements afin de minimiser les impacts négatifs des intempéries. Une fois sur place, le ministre Diarra a tenu à faire le point de la situation humanitaire avec les services techniques de son département et les partenaires de la région, après avoir procédé à la remise de kits de non-vivres aux populations sinistrées de Bokiatt. Le ministre note cependant que la montée des eaux dans différents cercles, ajoutée aux in-

condies des feux de brousse dans d'autres localités de la région de Tombouctou, sont les effets néfastes de changements climatiques auxquels notre pays devra désormais faire face. « Ces défis nous interpellent à mutualiser nos efforts dans une bonne coordination, si nous voulons atteindre nos objectifs », a notamment indiqué le ministre Oumarou Diarra. Aussi, avec les services techniques du Développement social local et de l'Hydrologique, le ministre a rencontré l'ensemble des forces vives de la région de Tombouctou. « Ces personnalités qui sont des élus, des autorités politiques, administratives et coutumières, mais aussi des représentants des jeunes et des femmes, ont partagé avec nous leurs préoccupations et fourni certaines informations cruciales qui vont mieux orienter nos actions futures », fera savoir le ministre Oumarou Diarra.

Il dit en outre avoir noté, malgré l'insécurité et les défis urgents auxquels ils doivent faire face au quotidien, la résilience et l'engagement de ces braves relais à soutenir les efforts du Gouvernement et de ses partenaires. Et d'indiquer en retour : « Nos services techniques régionaux du Développement social et

de l'Economie solidaire abattent un travail colossal malgré les difficultés du terrain. Les échanges avec eux sont des occasions propices d'être au plus près de leurs attentes, afin de faciliter au quotidien leur mission ».

L'occasion était en outre bonne pour le ministre Diarra de faire part de son satisfecit aux services techniques de son département et à tous les partenaires qui ont promptement intervenu, dès la survenue des inondations, pour soulager les populations touchées. Dans la même veine, il a tenu à rendre visite à Hanaitala Hairalla, la personne la plus âgée de Tombouctou, au quartier Hamadia, enregistrée par les services techniques de la DRDSES.

Le ministre Oumarou Diarra a aussi tenu à saluer et remercier le Gouverneur de Tombouctou, le Divisionnaire Bakoun Kanté, pour avoir, dans un geste d'humanité et de solidarité, et au nom du Président de la Transition, rénové la demeure de la vieille Hanaitala Hairalla, afin de faciliter son quotidien après une vie bien remplie.

Et de boucler la boucle, comme on dit, par ces mots d'espoir : « Du plus haut responsable au planton, en passant par le plus nanti à l'éleveur ou au cordonnier, ce pays se fera avec tout le monde... Je suis convaincu que notre beau et riche pays a assez de richesses pour que nous tous puissions en profiter, à condition que nous nous acceptions avec nos différences ».

Faut-il souligner que sous le leadership du ministre Oumarou Diarra, la responsabilité institutionnelle de l'Etat s'affirme de jour en jour en tant que catalyseur, facilitateur, coordinateur et incitateur de toutes les initiatives, stratégies et actions concrètes... S'y ajoute l'organisation de la solidarité nationale allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie et de la protection des personnes et des communautés affectées, le renforcement de l'espace humanitaire et la coordination des interventions.

Pour parer à la vulnérabilité, la précarité économique et l'incertitude quant à la capacité de faire face aux événements imprévus, le département, promet le ministre Oumarou Diarra, mobilise et continuera de mobiliser toutes les énergies en matière de développement social, d'actions humanitaires et de solidarité pour venir en appui aux groupes vulnérables.

YAMA

Autorité du bassin de la Volta : Un plan de riposte herculéen

Dans le cadre du projet « intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta », que l'autorité du bassin de la Volta a organisé un atelier national. Du 20 au 22 de ce mois de décembre à l'hôtel de l'Amitié de Bamako, les participants auront à élaborer une stratégie régionale de réduction et de gestion des risques d'inondations et de sécheresse dans le bassin de la Volta VFDM. La rencontre était présidée par le secrétaire général du ministère des mines, de l'énergie et de l'eau, représentant son ministre.

C'est en partenariat avec Mondial Eau en Afrique de l'ouest (GWO-AO) et l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) que se tient cet atelier de VFDM regroupant ainsi des participants venus des services météorologiques, hydrologiques, la protection civile, les représentants des populations et autres. En effet, depuis quelques années, le Mali tout comme d'autres pays de la sous-région, enregistre plusieurs cas de catastrophes naturelles, tels que les inondations et reste exposé à une importante sécheresse. Les pays appartenant au bassin de la Volta se sont regroupés au sein d'un consortium afin d'éviter ou de diminuer les risques et les dégâts de ces aléas climatiques, qui empêchent le développement propice du bassin.

C'est dans cet ordre d'idée que M. Dessouassi Yaovi Robert, directeur exécutif de l'autorité du bassin de la Volta, a souligné que le fond d'adaptation à travers le projet VFDM s'emploie à apporter des solutions idoines et ceci dans

le but d'assurer un développement socioéconomique durable et de renforcer la résilience des populations qui y vivent. « Dans la perspective d'accroître la résilience des communautés et des écosystèmes du bassin, et l'implication des parties prenantes à différents niveaux, le projet VFDM a entamé le processus d'élaboration d'une stratégie de prévention et de gestion des risques d'inondations et de sécheresses dans le bassin de la Volta. », a-t-il expliqué.

M. Michel Nikiema, représentant de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) - une agence spécialisée des Nations Unies -, a relaté que cet atelier sera une opportunité pour chacun d'accroître ses connaissances sur les risques liés aux inondations et à la sécheresse et identifier conjointement les stratégies durables et adéquates, de prévention et de gestion de risques éventuels liés aux événements liés au changement climatique.

Le Directeur national de l'hydraulique a souli-

gné pour sa part l'importance de cet atelier pour le Mali, qui selon lui va non seulement permettre de prendre en compte les orientations stratégiques de notre pays en matière de gestion des inondations et de sécheresse, mais aussi de prendre en compte les besoins prioritaires, les actions stratégiques qu'il faudra pour renforcer la résilience de nos populations.

Prenant la parole pour son discours d'ouverture, M. Soussourou Dembélé secrétaire général du ministère des mines, de l'énergie et de l'eau, dira que le processus d'élaboration de ce document stratégique qui bénéficie de l'assistance technique de la fondation de recherche CIMA (centre international pour le monitoring environnemental), se veut d'intégrer des consultations des parties prenantes à travers l'organisation d'ateliers nationaux et régionaux des acteurs du bassin pour la co-construction, l'approfondissement et la validation de ces stratégies régionales.

Rappelons que l'autorité du bassin de la Volta est une organisation africaine créée en janvier 2007 par les pays qui partagent le bassin de la Volta, qui regroupe en son sein 6 pays dont le Burkina Faso, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Ghana. Depuis sa création, le consortium est résolument engagé dans le processus d'une gestion intégrée, concertée et durable de ses ressources en eau et ses secteurs, une énorme potentielle de développement.

Aminata Dagnon





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Crise Sécuritaire et alimentaire : Politiques et religieux s'inquiètent

Au Mali plus le temps passe, plus le regard sur l'état de la nation est diversement apprécié par les populations. Ces derniers jours, politiques et hommes religieux s'inquiètent sur la crise - sécuritaire et alimentaire - qui met à mal le bon vivre voire le vivre-ensemble des maliens. L'éminente personnalité religieuse, Chérif Ousmane Madani Haïdara, le président du Haut conseil islamique du Mali et le Pr. Marimantia Diarra, président de la formation politique, l'ADEMA-PASJ dressent un tableau peu reluisant de la situation du pays...



L'éminente personnalité religieuse, Chérif Ousmane Madani Haïdara, a décrit un Mali assez préoccupant, contrastant avec l'idée selon laquelle la sécurité s'est beaucoup améliorée quoiqu'on dise. Le patron des Ançars a appelé les imams à « dire la vérité » aux autorités dans une vidéo devenue virale sur la toile.

« **Nous demandons à tous les musulmans de se réunir dans les mosquées, dans les zaouïas afin de prier pour notre pays le Mali car, comme vous le savez tous, ça ne va pas, tant sur le plan sécuritaire qu'alimentaire** », dit le prédicateur dans cette vidéo enregistrée jeudi dernier. Il y parle de « crise sans précédent ». « **Leaders religieux, votre devoir, c'est non seulement de prier pour votre communauté, mais aussi de conseiller et dire la vérité aux autorités si elles sont sur le mauvais chemin** », a-

t-il ajouté.

Les autorités devront écouter les propositions des leaders religieux, a-t-il dit. C'est un constat contradictoire à celui régulièrement fait par les autorités qui, sans nier les difficultés sociales, assurent avoir repris l'initiative contre les djihadistes sur le plan militaire et avoir rétabli la souveraineté du Mali. Il émane d'un personnage influent. Le Haut conseil islamique du Mali, (HCME), la faitière des organisations islamiques au Mali que préside Chérif Ousmane Madani Haïdara, préside depuis 2019 regroupe des associations et chefs religieux et fait l'interface avec les autorités. Dans la même veine, le prêcheur Chouala Bayaya est intervenu dans l'émission Thierno Décrypte où il appelle à une mobilisation qui inclurait la classe politique pour lutter contre l'insécurité et la cherté de la vie.

De son côté, la classe politique n'a de cesse de lancer les appels au réveil en direction des autorités de la transition contre cette ces situations qui n'augurent rien de bon pour le Mali.

Le 17 décembre dernier, se sont tenus à la Maison des Aînés de Bamako la 18ème Conférence Nationale du Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (Adema-PASJ). « **La présente conférence nationale se tient dans un contexte marqué par la généralisation des difficultés de tous ordres dont l'insécurité, la cherté et le coût de la vie, tous facteurs d'approvisionnement de nos populations et de notre pays, l'ébullition du climat social, la détérioration des relations diplomatiques avec certains pays voisins et du monde. C'est pourquoi, j'invite une fois de plus, les au-**

torités de la Transition à privilégier, en toutes circonstances, un dialogue constructif et apaisé avec la communauté internationale, particulièrement avec tous les voisins du Mali, dans le strict respect de sa souveraineté », a déclaré le Pr. Marimantia Diarra, président dudit parti.

Tous les acteurs politiques présents à cette Conférence Nationale ; , entre autres, Dr. Modibo Soumaré du cadre d'échange des partis politiques, Boubacar Touré du RPM, Sidi El Moctar Kounta du PARENA, Alhassane ABBA de la CODEM, Youssef Mohamed Bathily (Ras Bath), Pr. Akory Ag Iknane du parti APM-Maliko, Cheick Oumar Coulibaly du PS Yelen Kura et bien d'autres se sont prononcés sur la situation sociopolitique, économique et sécuritaire du Mali.

Youssef Mohamed Bathily alias Ras Bath, a été très dur envers les autorités de la transition. Le Colonel Assimi Goïta est, à ses yeux, l'incarnation de l'« anti-démocratie ». « On ne peut pas soutenir Assimi Goïta... Soutenir Assimi, c'est porter atteinte à la démocratie... », dit-il. Il n'a pas non plus oublié de lancer un appel ses « pères de l'ADEMA », à qui il a en substance demandé de quitter leur posture actuelle de flou entretenu, de jeter les masques pour sauver, dit-il, la démocratie en mal dans notre pays depuis le coup d'Etat du 18 août 2020.

« Au moment où se tient cette Conférence nationale, des tentatives sont en cours pour mettre sous l'éteignoir notre Démocratie acquise au prix du sang des martyrs, pour dénigrer et détruire les partis politiques. Il n'y a pas de démocratie



sans partis politiques. Il appartient aux forces progressistes, démocratiques et républicaines de se mobiliser, de mieux s'organiser autour d'un projet commun, fondateur pour notre nation en péril, afin

de contrer ces entreprises malveillantes », a affirmé le Pr. Marimantia Diarra.

■ Binadjan Doumbia



malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74 MALIKILÉ
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Écriture féminine : L'an III célèbre la « Littérature, société, en temps de crise »

L'hôtel Salm a abrité le samedi 17 décembre 2022, la troisième conférence de la célébration de « l'écriture féminine au Mali » à l'initiative du Réseau des femmes écrivaines du Mali et de la Diaspora (RFEMD). Cette édition avait pour thème : « Littérature, société, en temps de crise ». L'activité a été parrainée par le Directeur général de l'Institut Supérieur de Technologies Appliquées (TechnoLAB Ista) M. Daouda Diakité.



Prononçant son discours, la présidente du Réseau des femmes écrivaines du Mali et de la Diaspora, Mme Diarra Oumou Arma, a expliqué que le choix porté sur le thème : « **littérature, société, en temps de crise** », est lié à la vision du RFEMD dans la crise dans la société. « **C'est une thématique qui incite à réfléchir sur notre environnement, notre condition sociale culturelle** », a-t-elle déclaré.

Ainsi, elle a souligné que l'écriture en temps de conflit doit orienter vers l'apaisement. « **Elle doit être considérée comme un ressort pour créer un sanctuaire où l'espoir**

est permis. Nous avons cette vérité crue qui sort de nos livres, de nos pages mais qui reste essentielle pour le renforcement de la paix et de l'unité nationale. Nous devons continuer à nous battre face aux difficultés rencontrés dans notre quotidien. Ce combat qui illumine notre cœur s'explique par la soif de l'équité sociale », a-t-elle affirmé.

En outre, elle a rappelé que l'aspiration du RFEMD consiste à amener des jeunes, des femmes à produire des œuvres littéraires de qualité, de résoudre la problématique autour de la chaîne du livre, de l'écriture jusqu'à la

vente du livre. « **D'octobre 2019 à maintenant, nous œuvrons pour la mise en place d'une politique d'insertion des jeunes et des femmes à travers la promotion de leurs œuvres littéraires. Notre combat doit permettre à la jeune génération de sortir de l'ombre, de réaliser des projets autour du livre** », a soutenu la présidente du Réseau des femmes écrivaines du Mali et de la Diaspora, Mme Diarra Oumou Arma.

En outre, elle a exprimé la reconnaissance et la gratitude du RFEMD au Directeur général de TechnoLAB Ista M. Daouda Diakité.

Pour sa part, le chargé d'affaires de l'Union Eu-



ropéenne, Philippe Lafoste a mis un accent particulier sur l'importance de l'écriture pour la vie d'une nation. « **On écrit pour soi mais aussi pour les autres parce que dans 10 ans, 100 ans, on parlera de la situation actuelle du Mali à travers vos écrits** », a-t-il souligné.

Et d'ajouter que, pour l'Union Européenne l'écriture occupe une place importante dans le développement social, politique, historique et culturel du Mali.

Expliquant ses motivations pour avoir parrainé cet événement, le Directeur général de l'Institut Supérieur de Technologies Appliquées a précisé que l'institut accorde une attention particulière à l'éducation des filles et des femmes qui représentent 2/3 de l'effectif actuel des étudiants de Technolab-ISTA.

De plus, M. Daouda Diakité a fait savoir que la sollicitude des Femmes écrivains du Mali et de la Diaspora à sa personne, pour parrainer

cette 3e édition de la célébration de l'écriture féminine, le réconforte et exige de lui le soutien pour l'émergence et l'épanouissement d'une classe intellectuelle solide dans notre espace.

L'occasion a été mise à profit par le Directeur Général de Technolab-Ista pour faire l'état de de la situation de l'école malienne qui, dit-il, « **malgré toutes les initiatives et actions entreprises par les gouvernements successifs, reste extrêmement difficile, pénible pour tous ; notre école peine à se relever du cycle de perturbations à se soustraire des turbulences, de la violence et semble hélas s'enliser dans la radicalisation des positions des principaux protagonistes de cette crise permanente** ».

Cependant, il a fondé l'espoir que école malienne sortira de cette spirale le plus tôt possible. Mais, il a appelé à ce que chacun agisse pour qu'il en soit ainsi.

M. Daouda Diakité a adressé ses sincères félicitations au Réseau des femmes écrivains du Mali et de la Diaspora pour les multiples publications de livres et d'articles scientifiques, littéraires ou de divers types de romans. « **Vos parutions, diverses et fréquentes, remplissent bien souvent notre temps et sont quasi-unanimement d'une fierté, car elles sont le couronnement d'un travail de réflexion et de recherche assidues** », a-t-il conclu.

Pour rappel, l'événement a été marqué par la remise de cadeaux symboliques et d'attestations à ceux qui n'ont ménagé aucun effort pour accompagner le Réseau des femmes écrivains du Mali et de la Diaspora pour la réussite de ses œuvres.

■ Maffenin Diarra

Inculper Trump ? La pression monte sur le ministre américain de la justice

En concluant que la responsabilité de Donald Trump était directement engagée dans l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, une vaste enquête parlementaire bouclée lundi a accentué la pression sur les épaules du ministre américain de la Justice, Merrick Garland, pour qu'il inculpe pénalement l'ex-président républicain.



Mais d'autres scénarios restent au choix de l'"Attorney General", en première ligne dans ce dossier extrêmement politique, susceptible de rebattre les cartes de la présidentielle 2024.

En effet, ni Merrick Garland ni son ministère ne sont tenus de suivre les recommandations de la commission d'élus qui, à l'unanimité, a voté lundi en faveur de poursuites pénales contre M. Trump, au terme de 18 mois d'investigation.

M. Garland, bien conscient que pas un seul ancien président américain n'a été inculqué pour un crime dans l'histoire des Etats-Unis, voudra très certainement d'abord s'assurer de disposer d'un dossier en béton avant de se risquer à agir.

Le juriste de 70 ans est connu pour sa répugnance à s'impliquer dans les affaires politiques et il sait bien qu'en inculquant Donald Trump, il entacherait durablement l'image de neutralité qu'il cultive.

C'est d'ailleurs en partie pourquoi il a nommé le 18 novembre un procureur spécial censé être indépendant, Jack Smith, le chargeant d'étudier notamment le rôle de l'ex-président dans cette journée chaotique du 6 janvier qui a vu vaciller la démocratie américaine.

Le procureur Smith a repris un travail déjà bien avancé par les dizaines de procureurs fédéraux et policiers du FBI qui ont rassemblé une masse d'éléments de preuves sur les manoeuvres du dirigeant républicain pour contester la présidentielle 2020 et les actions de ses partisans ayant conduit aux troubles du 6 janvier. Il sera à même de jauger s'il y a lieu de poursuivre ou non l'ancien magnat des affaires. Dans la première hypothèse, il pourrait privilégier des chefs d'inculpation différents de ceux préconisés par les parlementaires. Mais c'est bien à Merrick Garland qu'il reviendra de valider au final d'éventuelles poursuites.

Les élus ont recommandé que Donald Trump soit visé par quatre chefs d'inculpation: appel à l'insurrection, complot à l'encontre de l'Etat, entrave à une procédure officielle (de certification d'un scrutin présidentiel) et fausses déclarations.

L'appel à l'insurrection est la charge la plus grave dont pourrait être accusé l'ex-président de 76 ans, candidat autoproclamé à l'élection de 2024. Mais c'est aussi, selon les experts, l'imputation la plus difficile à prouver.

A noter que les autorités américaines ont d'ailleurs évité de recourir à cette charge dans leurs poursuites visant les émeutiers du Capitole.

– DOSSIERS DE POIDS –

Diplômé en droit de la prestigieuse université de Harvard, Merrick Garland va donc devoir s'employer à convaincre le plus possible d'Américains que ses actes sont guidés par la loi, et rien que la loi. Et ce alors que M. Trump a dénoncé lundi avec véhémence des charges "bidon", destinées selon lui à le faire dérailler dans sa trajectoire-retour vers la Maison Blanche.

L'"Attorney General" a déjà connu dans sa carrière de procureur et de magistrat le poids de dossiers d'importance nationale, comme celui concernant Timothy McVeigh, l'auteur de l'attentat d'Oklahoma City, qui a tué 168 personnes en 1995.

Il a aussi coordonné l'accusation contre Ted Kaczynski, un militant écologiste surnommé "Unabomber", dont les attentats ont traumatisé l'Amérique.

Plus tard, en 2016, alors juge à la cour d'appel de la capitale fédérale, M. Garland est brutalement sorti de l'anonymat en étant choisi par Barack Obama pour un siège de juge à la Cour suprême. Mais, dans un climat politique déjà très tendu, il n'avait pas été confirmé au Sénat, les élus républicains alors majoritaires refusant même de le rencontrer.

Source : AFP

– PROCUREUR SPÉCIAL –

Sommet USA- Afrique : Opération pour contrer la Chine et la Russie Ou soudaine reconnaissance de l'Afrique

Du 13 au 15 décembre 2022, les États-Unis d'Amérique ont invité 49 pays Africains à un Sommet dit « Sommet de la Reconfiguration des Relations entre les États-Unis et l'Afrique ». Annoncé par l'administration américaine comme un événement d'une importance capitale, le Sommet ne semble pas avoir fait rêver grand monde, ni parmi les invités, ni parmi les populations Africaines. L'exclusion de certains pays et le thème déterminé par l'administration américaine, partie invitante, ont mis à nu le caractère sélectif et unilatéraliste des USA, seuls initiateurs de cette rencontre. Ce Sommet, le deuxième du genre depuis 2014 qu'organise ce pays imbu de sa

puissance et arrogant dans son attitude, a suscité des questionnements chez de nombreux Africains sur le continent et au sein de la diaspora, États-Unis compris. Ces questionnements ont porté pour l'essentiel sur : la philosophie du système politique Américain (Démocrates et Républicains gouvernent le pays presque à tour de rôle), la mentalité de guerre froide nourrissant la politique étrangère américaine, la méthode unilatéraliste et impérialiste de cette politique à l'égard du reste du monde, notamment de l'Afrique de l'Asie et de l'Amérique latine. Une brève lecture de l'histoire contemporaine nous enseigne que les USA sont un pays semeur notoire de trou-

bles et champion de la fuite devant le chaos et la désolation qu'il aura lui-même créé. Ce pays se distingue par les guerres provoquées au nom de la démocratie à l'américaine. Il n'a jamais gagné de guerre, mais laisse partout sur son passage à travers les continents le chaos et la désolation. Parmi les guerres perdues et les chaos provoqués, dont les conséquences touchent directement ou indirectement l'Afrique, citons entre autres : la guerre du Vietnam en 1975 (en séjour de travail à Hanoi en 2014, j'ai appris sur la manière dont les soldats américains ont pris la fuite comme des lapins devant le petit homme de taille mais géant patriote le général Giap Vo Nguyen) ; la guerre d'Afghanistan (Ici dans leur fuite les soldats américains ont abandonné nombre de leurs alliés sur le tarmac de l'aéroport de Kaboul) ; la guerre d'Irak en 2003 (se servant d'un faux prétexte, les USA ont tué Saddam Hussein, fait des milliers de morts et ont laissé le pays dans le chaos et la désolation) ; la guerre en Somalie (Ce fut une véritable humiliation avec des images de corps de soldats Américains trainés par terre) ; la guerre en Libye (pour une raison non encore clairement élucidée, l'OTAN les USA ont tué Mouammar El Kadhafi). Depuis, la Libye demeure dans



le chaos. Les pays du Sahel dont le Mali vivent dans la terreur sécuritaire engendrée. Dans ce contexte auquel les USA ont largement contribué, ce pays n'a trouvé mieux que de réduire au strict minimum son personnel diplomatique et demander aux citoyens Américains de quitter le Mali. M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires Etrangères du Mali a convoqué l'Ambassadeur des USA pour lui signifier la désapprobation du Mali face à l'acte inamical posé. Le 11 décembre 2001, des terroristes ont détruits les Tours du World Trade Center et attaqué le Pentagone, symboles de la puissance américaine. Aucune Ambassade Africaine à Washington n'a ni évacué son personnel diplomatique, ni incité leurs compatriotes à quitter les USA. Les membres d'une mission chinoise pour la construction de chemins de fer ont été tués dans un attentat terroriste à l'hôtel Radisson à Bamako. Des travailleurs Chinois ont été enlevés pendant des travaux sur la route Bamako-Nara. La Chine n'a ni réduit son personnel diplomatique ni exhorté ses citoyens à quitter le Mali. C'est dans la période difficile qu'on reconnaît ses vrais amis.

Les quelques actes parmi tant d'autres ainsi brièvement rappelés participent de l'illustration des caractéristiques fondamentales de la gouvernance des USA, une gouvernance marquée par une ingérence permanente dans les affaires intérieures des autres pays, la violation des engagements pris et des règles internationales auxquelles le pays a librement adhéré. A la lumière de cette réalité que faut-il attendre des USA en cette période de tensions économique et politique ? S'agissant de l'Afrique, le consultant américain David Oualalou affirme que « les USA ont toujours considéré l'Afrique comme le continent oublié... Ils n'ont jamais eu de politique concrète à son égard et tentent maintenant d'y exercer sa puissance pour contrer la Chine et la Russie ». Il ajoute : « les USA sont très inquiets du fait qu'une grande partie des pays africains ne se sont pas prononcés contre la Russie dans le conflit en Ukraine ... ». Donald Trump, le prédécesseur de Joe Biden a prôné « America first » (l'Amérique d'abord) et insulté les Africains en les qualifiant de « pays de merde ». Joe Biden le Président Américain du jour, peut être pas le prochain dans deux ans a orgueilleusement déclaré au début de son mandat « America is back » (l'Amérique est de retour).

Comme en campagne électorale auprès des Dirigeants Africains, il a fait des annonces relatives à l'attribution à l'Union Africaine d'un siège au G20 et au Conseil de Sécurité des Nations Unies; au dégageant de 55 milliards de dollars pour l'Afrique d'ici trois ans dans des domaines du numérique, les infrastructures, la santé, la lutte contre le changement climatique et les énergies renouvelables ; à la promotion de la bonne gouvernance et la démocratie et au domaine sécuritaire. Il a cependant ajouté : « les Etats-Unis le feront sur la base de ses valeurs...c'est dans notre ADN ». Comme on le dit si bien « comprendra qui pourra. Les promesses de campagnes politiques dans les pays occidentaux n'engagent que ceux qui les croient ». Au sujet de l'Afrique, Joe Biden n'a fait que reprendre mot pour mot le plaidoyer fait publiquement par le Président Chinois Xi Jinping en faveur de l'Afrique au G 20 (lors du Sommet de Bali) et au Conseil de Sécurité à plusieurs occasions. Le Président américain a aussi annoncé qu'il se rendra en Afrique courant 2023 : « Nous irons vous voir et vous allez tous nous voir beaucoup ». La série d'annonces ainsi faite est censé affirmer l'engagement nouveau des USA en faveur des pays Africains.

Le Président Sénégalais Macky Sall, Président de l'Union Africaine a salué les annonces de son homologue Américain. Cependant, il a diplomatiquement appelé à la levée des sanctions américaines contre le Zimbabwe et mis en garde son homologue américain contre un projet de loi à l'examen au Congrès américain imposant des sanctions contre les pays qui traiteraient avec la Russie. Il a ajouté : « Ce serait la première fois dans les relations internationales qu'un continent entier serait ainsi ciblé ». Depuis des années, les sanctions économiques qu'imposent unilatéralement les USA et les puissances occidentales à d'autres pays y compris d'Afrique, s'avère une pratique contre-productive. Les sanctions imposées au Burundi, au Burkina Faso, à la République Centrafricaine, à la République Démocratique du Congo, à l'Éthiopie, République de Guinée, à la Libye, au Mali, à la Somalie, au Soudan du sud, au Zimbabwe, doivent rappeler aux Dirigeants Africains que chacun d'entre eux est une victime potentielle de la volonté des USA. Par ailleurs une étude effectuée par « le scientifique américain Robert Pape portant sur 115 régimes de sanctions appliqués depuis 1920

par les États-Unis et leur alliés occidentaux contre des pays tiers a confirmé que dans seulement 5% des cas, les sanctions économiques sévères ont conduit à l'objectif visé, c'est à dire le changement de régime avec des conséquences catastrophiques pour les populations ». La Libye, l'Irak sont des exemples éloquentes. Les 95 % restants n'ont eu aucun effet significatif sur les pays concernés.

Le Sommet de Washington a suscité de nombreuses et vives réactions en Afrique symbolisées par une manifestation de protestation organisée en face du lieu de l'événement. Certains manifestants relevaient : « les USA sont un des problèmes en Afrique, particulièrement en République Démocratique du Congo...Tout ce que le Congo subit est voulu par les USA. Nous devons nous prendre en charge nous-mêmes avec les partenaires que nous choisirons. L'histoire de l'Afrique ne s'écrit pas à Washington ». D'autres notaient : « A bas l'hégémonie occidentale, vive le monde multipolaire. C'est une rencontre inutile et une très grande perte de temps. Faire confiance aux dirigeants des USA et de l'occident est un suicide ». Aujourd'hui les USA traversent une période d'épreuves. Ils ont choisit de faire de la Chine et de la Russie leurs pires ennemis. La Chine est redoutable et la Russie ne faiblit pas. Les épreuves sont entrain de céder aux déconvenues plongeant l'économie américaine dans la pire récession depuis 1945. Les pays Africains doivent se garder de ne pas servir de « dindons de la farce ». Les États-Unis doivent « respecter les aspirations des peuples africains » et contribuer à faire au développement de l'Afrique, au lieu de « s'acharner à salir et à dénigrer d'autres pays ». Le monde doit voir avec un « bon esprit ouvert la coopération Sino-africaine » qui, depuis la création du Forum sur la Coopération Sino-africaine (FOCAC) présente des preuves concrètes. « Les pays et les peuples africains ont la sagesse et la capacité de choisir des partenaires de coopération qui peuvent aider à faire avancer les intérêts des Africains ». /.

Prof. Yoro DIALLO
 Chercheur Principal / Directeur Exécutif du
 Centre d'Études Francophones Directeur du
 Musée Africain
 Institute of African Studies, Zhejiang Normal
 University, CHINA

Coupe du monde 2022 - Modric, Hakimi, Mbappé, Messi : l'équipe-type du mondial au Qatar

Le Mondial au Qatar terminé, c'est l'heure du bilan. Après ce mois qatari, la rédaction d'Eurosport.fr vous propose son équipe-type du tournoi. Sans surprise, les demi-finalistes se taillent la part du lion puisque seules quatre sélections sont représentées. Deux postes notamment font débat : latéral gauche et milieu relayeur gauche.



C'est une petite tradition. Après chaque événement majeur, son équipe-type. Eurosport ne déroge pas à la règle et vous dresse donc son onze idéal après un mois de Coupe du monde au Qatar. Avec trois représentants chacun, l'Argentine, la France et le Maroc se taillent une part de choix. Tellement qu'aucun joueur resté au stade des quarts de finale, malgré la candidature évidente de Jude Bellingham notamment, ne passe le cut.

GARDIEN DE BUT : EMILIANO MARTINEZ

(ARGENTINE)

A ce poste, la concurrence fut rude tant les gardiens ont eu un poids énorme dans le parcours des demi-finalistes au Qatar. Mais sa finale fait basculer tout le reste. Auteur de l'arrêt le plus important de sa carrière face à Randal Kolo Muani à la 123e minute de la finale, il parasite à lui seul la séance de tirs au but tricolores pour permettre à l'Argentine de se sacrer. Élu meilleur gardien du tournoi, il avait également brillé face à l'Australie et aux Pays-Bas. Trasher talker infernal, portier décisif.

LATÉRAL DROIT : ACHRAF HAKIMI (MAROC)

Cette fois-ci, pas d'histoire de pistons mais une activité presque similaire. Arrière-droit classique de l'équipe marocaine, le Parisien aura été au four et au moulin pour apporter le surnombre sur les transitions des siens. Auteur d'une passe décisive, il a surtout parfaitement accompagné Hakim Ziyech devant lui pour offrir un côté droit royal aux Lions de l'Atlas. Très solide défensivement par ailleurs, alors que l'on a souvent pointé ses difficultés

dans le domaine. Incontestable et référence mondiale.

DÉFENSEUR CENTRAL DROIT : NICOLAS OTAMENDI (ARGENTINE)

Sa finale franchement inquiétante a failli le faire disparaître de l'équation, notamment au profil d'un Dayot Upamecano parfois brillant. Mais, sur le reste du tournoi, le grognard argentin aura été l'un des hommes forts de l'Albiceleste. Rugueux, discipliné, souvent bien placé, il n'a jamais laissé le bateau argentin, pourtant habitué aux noyades lors des précédentes éditions, couler.

DÉFENSEUR CENTRAL GAUCHE : JOŠKO Gvardiol (CROATIE)

Sur ce coup-là, aucun débat. Aucun défenseur central n'aura été aussi impactant que Gvardiol au Qatar. Rarement pris en défaut au duel, souvent intéressant dans la relance, il aura symbolisé à lui seul cette Croatie longtemps hermétique. Son tacle exceptionnel sur Romelu Lukaku en phase de poules, à un moment pourtant brûlant, résume son Mondial. Pas étonnant que tous les plus gros clubs européens rassemblent déjà leurs économies pour l'acheter à prix d'or.

LATÉRAL GAUCHE : THÉO HERNANDEZ (FRANCE)

C'est le poste qui a le plus fait débat parce qu'aucune tête ne dépasse réellement. Marcos Acuna s'est partagé le couloir gauche des champions du monde avec Nicolas Tagliafico, Noussair Mazraoui a raté la fin du Mondial pour pépins physiques et Borna Sosa a complètement pris l'eau en demi-finale. Bref, dans le paysage, il ne reste que Théo Hernandez, irrégulier à souhait. Pas aidé défensivement par les rares replis de Mbappé, le Milanais a souffert derrière mais a parfois régalez devant où son entente avec le prodige tricolore a fait des dégâts. Son but en demi-finale pèse lourd au moment de faire les comptes.

MILIEU RELAYEUR DROIT : LUKA MODRIC (CROATIE)

Si seulement il pouvait être éternel... Quel régalez et quel joueur. Dans une Coupe du monde où sa Croatie semblait vieillissante et plus aussi armée qu'en 2018, il aura réussi la prouesse de la guider encore dans le dernier carré. Toujours d'une justesse impeccable,

d'une intelligence tactique au-dessus de la norme, il a même prouvé qu'à 37 ans, il avait un moteur quasi-intact. Son chef d'œuvre restera ce quart de finale face au Brésil où il aura survolé le milieu de terrain pour complètement endormir la Selecao avant de réussir son tir au but. Sa place dans l'histoire méritera d'être étudiée au moment où il tirera sa révérence. Pourvu que ça soit le plus tard possible.

MILIEU RÉCUPÉRATEUR : SOFYAN AMRABAT (MAROC)

L'un des premiers noms inscrits sur cette équipe. Quelle découverte et quel joueur ! Excellent soldat de la Fiorentina, Amrabat a changé de dimension dans ce Mondial, transcendé par l'environnement marocain. C'est un bulldozer sur patte, qui jaillit avec beaucoup d'autorité mais gratte surtout un nombre incalculable de ballons. Excellent au duel, il a aussi brillé par ses orientations lors des délicieuses relances marocaines. Bref, l'idée qu'on se fait d'une sentinelle moderne.

MILIEU RELAYEUR GAUCHE : AZZEDINE OUNAH (MAROC)

On a cherché à faire une place au crack de ce Mondial, élu meilleur jeune de cette Coupe du monde, Enzo Fernandez. Mais la pépite de Benfica a joué le plus clair du temps comme sentinelle et la révélation Ounahi a été trop séduisante pour être laissée de côté. Luis Enrique avait raison de s'étonner du niveau absolument délirant du joueur d'Angers : on ne l'avait jamais vu aussi fort. Mais, techniquement, Ounahi est au-dessus de la meute et, tactiquement, son volume de jeu et ses choix toujours bien sentis ont participé aux contres cliniques du Maroc. Avec lui, la Ligue des talents porte bien son nom. A revoir très vite à pareille hauteur.

MENEUR DE JEU : ANTOINE GRIEZMANN (FRANCE)

Peut-être le seul qui ne joue pas à son poste dans cette équipe. Mais, en même temps, quel poste a-t-il occupé dans ce Mondial ? Tout à tour second attaquant, meneur de jeu, relayeur droit, relayeur gauche voire presque libéro lorsque les Bleus souffraient, Griezmann est redevenu le cerveau de ces Bleus. A raison. Son mariage idéologique avec Deschamps l'a transformé en joueur total, capable de s'arracher sur des tacles que mêmes des milieux

conventionnels n'auraient pas fait mais également d'illuminer le jeu de sa classe et de ses choix toujours pertinents. Sa petite finale ne doit pas faire oublier tout le reste : il mérite une place au panthéon des plus grands joueurs de l'équipe de France.

ATTAQUANT DROIT : LIONEL MESSI (ARGENTINE)

Qui d'autre que lui ? Élu meilleur joueur du tournoi, le septuple Ballon d'Or n'a jamais fui les responsabilités. Auteur du but le plus important de ce Mondial face au Mexique pour libérer une troupe paralysée par l'enjeu, il n'a cessé de monter en puissance. Divin face à l'Australie, maradonesque face aux Pays-Bas, immense face à la Croatie et les Bleus, il conclut son tournoi avec sept buts (dont quatre penalties) et trois passes décisives. Mais surtout ce trophée doré pour l'éternité.

ATTAQUANT GAUCHE : KYLIAN MBAPPÉ (FRANCE)

Sa finale légendaire aurait mérité une autre récompense. Son tournoi légendaire, même. Sacré meilleur buteur de ce Mondial avec 8 buts, total qui n'avait plus été atteint depuis Ronaldo en 2002, Kylian Mbappé a été le joueur le plus déterminant dans le parcours tricolore. Son doublé face au Danemark a rallumé la flamme de l'espoir dans le camp tricolore avant que son 8e de finale placé sous le signe des ogives nucléaires ne rappelle qu'il était fait d'un bois différent. Muselé en quart et en demi-finale, il s'est réveillé de manière tonitruante dans cette finale, au moment où les Bleus semblaient résignés. A 24 ans, il chiffre déjà 12 buts en Coupe du monde. Miroslov Klose et ses 16 pions peuvent trembler. Un joueur générationnel, peut-être le plus grand espoir de victoire des Bleus pour la décennie à venir.

Mentions spéciales : Hugo Lloris (France), Yassine Bounou (Maroc), Thiago Silva (Brésil), Dayot Upamecano (France), Romain Saïss (Maroc), Enzo Fernandez (Argentine), Alexis Mac Allister (Argentine), Jude Bellingham (Angleterre), Bukayo Saka (Angleterre), Julian Alvarez (Argentine)

SOURCE : EUROSPORT



Bélier (21 mars - 19 avril)

À votre poste de travail, vous aurez les idées claires. Vous aurez un sens inné de l'organisation. De par vos propres initiatives ou en obéissant plus prosaïquement à des directives, vous serez en mesure de vous pencher sur de nouveaux clients.

Uranus aura une influence positive. Cette planète vous aidera à recadrer la plupart de vos dépenses, ce qui renforcera encore plus l'efficacité de votre gestion. Vous pourrez même recentrer vos placements financiers sur des objectifs plus réalistes...



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un effort est demandé par un chef. Il peut faire cette demande d'une façon sèche. La communication coince en effet. Les supérieurs hiérarchiques pourraient être maladroits avec vous. Ne le prenez pas personnellement. La santé de l'entreprise en dépend.

Les dépenses d'argent continuent. Elles concernent un peu tout, les charges et les frais inattendus. Vous pouvez réaliser quelques économies en vérifiant les prix. Faites les soldes, pensez à comparer les tarifs. Même de petites économies sont les bienvenues.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

De belles possibilités s'offrent à vous dans votre sphère professionnelle. Mars vous permet de faire valoir vos idées qui seront bien acceptées. Vous mettez un dernier coup de collier pour obtenir ce que vous attendez depuis longtemps. Vous ne savez plus où donner de la tête avec ces 4 planètes dans votre maison 8. Votre situation financière est tributaire des autres, notamment de votre famille et cet état de fait vous énerve un peu, car vous avez l'impression de ne rien maîtriser.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez quelques petits soucis envers toute forme d'autorité aujourd'hui à votre travail ! Évitez, dans la mesure du possible, les confrontations qui pourraient déboucher sur des discussions trop agitées ! Vous auriez du mal à assumer ce genre de relations.

Aujourd'hui, vous êtes un peu dans l'abus, et vos finances ne font pas exception ! Vous vous sentez insouciant et avez tendance à vouloir dépenser plus que de raison ! Restez dans le contrôle le plus possible, car Jupiter est une planète bien excessive !



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous exercez vos talents dans une activité commerciale, un gros dossier ou un client important pourra vous passer sous le nez... En effet, à cause des dissonances de Mars, vous serez excessivement bridé ! Vous supporterez mal les entraves...

Vous manquerez de réalisme concernant vos engagements financiers. En effet, ces derniers ne seront pas vraiment compatibles avec vos charges fixes. La planète Uranus sera très dépensière, surtout dans le domaine des plaisirs personnels, et des cadeaux !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez avoir envie d'une formation. L'évolution de votre carrière nécessite une formation. Vos compétences ne sont pas bien vues par vos supérieurs hiérarchiques. La journée peut marquer l'occasion d'en parler. Un nouveau départ vous attend.

Il règne une ambiance de frustration. Des dépenses ne permettent guère de loisirs. Dans la journée, des règlements peuvent survenir. Il est nécessaire de préserver une trésorerie pour faire face à ces charges. Gardez confiance, ces frais sont temporaires.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Votre avenir professionnel vous paraissant assez incertain, vous pourriez avoir envie de prendre davantage soin de vous, de vous tourner vers une profession qui comble vos besoins intérieurs notamment de sécurité et d'évolution.

Vous risquez d'être assez impulsif dans vos dépenses et ceci peut nuire à l'équilibre de votre budget. Vous avez envie de faire plaisir à votre famille et vous achetez en ce moment les cadeaux de Noël.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre communication étant aujourd'hui un peu perturbée, il se peut que vos relations avec vos collègues de travail ne se passent pas au mieux. Vous avez tendance à vous montrer plus dur, et avez beaucoup de mal à faire des concessions. Soyez plus cool !

La prudence est de mise aujourd'hui avec vos finances, car Jupiter vous pousse aux dépenses inconsidérées ! Vos désirs sont légèrement dans l'excès et frôlent même l'insouciance ! Soyez vigilant, vos envies deviendraient vite incontrôlables !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre entreprise pourra décider de délocaliser ou de sous-traiter une partie de vos tâches. Pour autant, votre poste ne sera pas supprimé. Simplement, il sera remanié. Vous devrez suivre le mouvement, et vous y faire... Pas ou plus le choix !

Tout chez vous respirera l'économie bien pensée... Voiture hybride, ampoules basse consommation, etc. Aujourd'hui, vous vous documenterez sur les avantages et inconvénients du chauffage au bois ! Économe, et respectueux de l'environnement... Sus au gaspillage !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Pour trouver la motivation, comptez sur l'atmosphère joyeuse au travail. Vos collègues ont un sens de l'humour développé ! Du côté du planning, il est chargé. Vos activités peuvent demander un bon sens de l'organisation. On compte sur vous pour cela !

C'est toujours la prudence qui prend le pas sur le désir. L'impulsivité n'a pas raison de vous. Le shopping est un moyen de flâner ou de repérer. La relation à l'argent reste sereine. Malgré des charges régulières, la gestion est faite avec sérieux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des discussions interminables pourraient avoir lieu au sein de votre bureau pour définir qui fait quoi et dans quelles conditions. Les esprits pourraient s'échauffer et vous auriez bien du mal à garder votre calme.

Un bon aspect Saturne/Neptune vous procure une ouverture pour mettre en pratique certains de vos projets financiers. Vous pourriez par exemple demander un prêt. Il a toutes les chances d'être accordé bien que certaines clauses ne soient pas très claires. Il faudra bien les lire avec attention.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez toujours la reconnaissance de vos pairs au travail et en éprouvez une grande fierté. Néanmoins, vous pourriez ressentir un déséquilibre entre votre sensibilité et votre volonté, ce qui provoquerait chez vous quelques tensions intérieures.

Vous êtes un peu ce qu'on appelle panier percé aujourd'hui ! Jupiter en opposition à votre Lune vous pousse aux abus, et notamment aux excès en matière de dépenses ! La prudence s'impose donc, car vous pourriez le regretter par la suite !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23